

Paris, le 28 août 2018

Réponse à la consultation publique n°2018-010 du 11 juillet 2018 relative aux modalités de commercialisation des stockages de gaz naturel à compter d'octobre 2018

Question 1 : Quels enseignements tirez-vous du retour d'expérience sur les enchères de mars 2018 ?

Direct Energie constate que les enchères ont provoqué un effondrement du spread été-hiver en France dès le début des enchères. Selon nous, la raison principale est l'offre trop importante. Contrairement aux années précédentes où les processus d'allocations offraient entre 50 à 80 TWh de capacités en une ou deux journées (donc dans un laps de temps beaucoup plus restreint), en mars 2018 c'est quasiment 120 TWh qui ont été proposés pendant un mois. Contrairement à ce que conclut la CRE (à savoir « *un effondrement du spread été-hiver a pu être observé sur les marchés [...] dû en partie à la commercialisation de beaucoup de capacités dans un temps resserré. Il semble donc nécessaire de commercialiser les capacités sur une période plus longue* », **c'est bien l'effet volume qui est à l'origine de cet effondrement qui a eu pour conséquence de tirer vers le bas la valeur marché des stockages.**

Le fait de commercialiser sur une période plus longue va forcément lisser l'offre, mais selon Direct Energie, cela n'aura comme effet que de gommer l'effet volume sans en révéler l'impact.

Direct Energie rappelle donc sa position exprimée lors des précédentes consultations sur **l'enveloppe de régulation qui devrait porter sur les stockages nécessaires pour satisfaire le critère de sécurité d'approvisionnement et pas sur l'ensemble des capacités des stockeurs.**

Direct Energie souhaite en premier lieu rappeler que la réforme Stockage, si elle assure une plus grande transparence sur le coût des stockages et ainsi qu'un meilleur fonctionnement du marché de la fourniture, aboutit à la rémunération de plus de 150 TWh (2.7 TWh/j) de stockages, alors que seuls 85 TWh (1.8 TWh/j) sont utiles actuellement et pour les années à venir, pour satisfaire le critère de sécurité d'approvisionnement.

Dans ce contexte, il est donc nécessaire, afin que les consommateurs ne paient pas indument des coûts inutiles, à ce que la détermination du revenu des opérateurs de stockage soit effectuée par la CRE avec la plus grande parcimonie.

Direct Energie avait d'ailleurs alerté sur le fait que cette surcapacité de stockages par rapport aux besoins de sécurité d'approvisionnement, viendra d'une part distordre les signaux de prix sur les marchés de gros, et d'autre part désinciter les acteurs à souscrire les autres capacités concourant à la sécurité d'approvisionnement (interconnexion, GNL notamment), alors même qu'elles sont tout autant indispensables. En particulier les souscriptions long-terme de capacités d'interconnexions

arriveront à échéance dans les années à venir, sans que les signaux de marché actuels n'incitent à les renouveler.

Direct Energie appelle donc de ses vœux la tenue d'une réflexion d'ensemble sur la place et le coût¹ des différentes capacités participant à la sécurité d'approvisionnement, ainsi que sur les mécanismes permettant d'assurer que celles-ci sont effectivement souscrites en amont des pointes de consommation.

Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

La CRE indique dans sa consultation : « Dans sa délibération du 22 février 2018, la CRE avait limité Storengy à la commercialisation de 14 produits et Téréga à 5 produits. A ce stade, la CRE envisage de reconduire la même limite. »

Direct Energie est favorable à la proposition de la CRE.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant les capacités invendues et les produits de court terme ?

Question 4 : Etes-vous favorable à la reconduction des règles des enchères de mars 2018 pour les prochaines commercialisations ?

Direct Energie est favorable à ces propositions (modalités identiques à celles de mars 2018).

Question 5 : Etes-vous favorable aux créneaux horaires proposés pour les jours d'enchère ?

D'un point de vue opérationnel le créneau se terminant à 13h00 ne nous semble pas pertinent. Il serait plus judicieux de le clôturer à 12h00.

Question 6 : Etes-vous favorable aux modalités de publication envisagées ?

Direct Energie est favorable aux modalités de publications envisagées, avec une seule objection portant sur la publication des courbes d'offres/demandes globales au moment de la publication des résultats d'enchères, et ce dans un souci évident de transparence.

Question 7 : Etes-vous favorable au maintien des deux plateformes d'enchères distinctes, dans la mesure où leurs modalités d'utilisation sont harmonisées ?

Dans l'idéal, une seule plateforme pour les deux opérateurs serait bien plus efficace pour tous les acteurs, et permettrait une attractivité plus importante, notamment au niveau des acteurs européens.

A défaut, Direct Energie souhaite a minima deux plateformes avec des fonctionnalités complètement harmonisées et notamment l'upload de fichier excel (Storengy), l'ergonomie simple et efficace

¹ 175 €/MWh/j pour une capacité d'interconnexion depuis la Belgique, contre près de 300 €/MWh/j pour les stockages en considérant un revenu régulé de 700 M€.

(Téréga), la possibilité de modifier un ordre validé (Téréga), la visualisation simple et correcte des résultats (Téréga).

Question 8 : Etes-vous favorable à un prix de réserve nul pour les enchères de capacités de stockage commercialisées pour N+1, hors stockage de gaz B ?

Direct Energie considère qu'il n'est pas à exclure que la valeur des stockages puisse être négative, compte tenu

- de l'ensemble des coûts connexes (PITS, BFR, frais d'injection / soutirage, etc.)
- du volume de stockages commercialisés largement supérieurs aux besoins de sécurité d'approvisionnement et aux volumes des années précédentes, ce qui accentue la convergence des prix été et hiver

Si une telle éventualité peut paraître singulière, il convient de rappeler que certaines commodités (comme l'électricité) peuvent prendre des valeurs négatives, traduisant ainsi un déséquilibre entre offre et demande.

Dans cette éventualité, un prix de réserve nul aboutirait à une activation du filet de sécurité, impliquant donc des surcoûts pour les fournisseurs / expéditeurs, alors même que cette situation ne traduit pas un défaut de leur part.

Aussi, Direct Energie n'est pas favorable, dans l'absolu, à la proposition de la CRE.

Question 9 : Etes-vous favorable à la commercialisation de capacités de stockage pour N+2 à N+4 ?

Direct Energie rappelle la position déjà exprimée en 2016 : la contractualisation pluri-annuelle devrait être encouragée en ce qu'elle permet une optimisation économiquement plus efficace des actifs de stockage : une souscription annuelle conduit naturellement les souscripteurs de stockage à les optimiser sur cette période et ainsi à envisager leur vidange à l'issue de la période contractuelle, alors même :

- i) que les spreads de marché (été/hiver) n'auraient peut-être pas exigé un tel déstockage,
- ii) les stockages en question doivent, dans leur grande majorité, et d'une manière ou d'une autre, être souscrits.

Aussi, Direct Energie réaffirme l'importance d'une contractualisation pluri-annuelle.

Direct Energie souhaite revenir sur un postulat émis par la CRE : « *les marchés de gros du gaz sont moins liquides au-delà de N+1, et a fortiori de N+2. La probabilité serait donc plus élevée que les capacités commercialisées pour ces échéances ne trouvent pas preneur* ». Direct Energie tient à rappeler que c'est justement par la commercialisation de produits flexibles lointains que l'on augmente la liquidité du marché de gros. L'exemple de la mise en place des enchères VPP d'EDF en est un exemple convaincant en ce qu'elles ont permis à des acteurs de disposer de capacité permettant d'avoir des

positions sur des horizons lointains et donc de créer de la liquidité qui n'était pas là avant faute d'acteurs différents.

Toutefois, Direct Energie comprend les arguments de la CRE, et juge utile dans un premier temps de se concentrer sur l'année N+2 et dans une moindre mesure N+3, et juge utile de procéder à un premier retour d'expérience avant d'étendre la commercialisation à N+4.

Question 10 : Etes-vous favorable à garder au moins 50 % de capacités à commercialiser pour N+1 ?

Question 11 : Etes-vous favorable à garder au moins 20% de capacités à commercialiser pour janvier et février pour des capacités injectées à partir d'avril ?

Comme indiqué à la question 9, Direct Energie souhaite une décroissance forte en fonction des années de livraison. Par conséquent Direct Energie préconise la répartition suivante

- N+1 = 70% (avec 50% à minima sur janvier février)
- N+2 = 20%
- N+3 = 10%
- N+4 = 0%

Question 12 : Etes-vous favorable à la formule de prix de réserve proposée par la CRE pour la commercialisation des capacités pour N+2 à N+4 ?

Comme expliqué à la question 8, Direct Energie considère qu'il n'est pas à exclure que la valeur des stockages puisse être négative, et ce également pour les années N+2 à N+4. Toutefois, il convient a minima que ce prix à défaut d'être négatif soit a minima nul, et en aucun cas égal à une formule et ce pour les raisons suivantes :

- Cela va à l'encontre même de la réforme des stockages qui se voulait market based pour ce qui est de la commercialisation. L'introduction d'un prix de réserve positif engendre de facto un biais entre les années N+2 /3/4 et l'année N+1 qui n'a aucune justification économique,
- Cela va à l'encontre du principe de maximisation de la commercialisation (plus on met un prix de réserve élevé, plus on a de chances de voir l'enchère infructueuse),
- Cela va à l'encontre du principe de time to market qui ne doit pas être à la main des stockeurs, qui sont les moins à même de juger si la valeur de marché des stockages est moindre sur les années lointaines

Au lieu d'utiliser des prix de réserves différents selon les années, Direct Energie propose plutôt d'utiliser les coefficients de commercialisation par année et de partir sur une décroissance forte entre les années (voir réponse aux questions 10-11).

Si, malgré les préconisations de Direct Energie, la CRE devait choisir un prix de réserve nul, il conviendrait selon nous de ne pas choisir ni l'option A ni l'option B mais plutôt l'option C ($PR(X) = spread - coûts(X)$), et ce pour éviter de prendre en compte le prix de la première année sur les autres car cela n'apporte aucune cohérence économique.

Question 13 : Etes-vous favorable au calendrier d'enchères proposé pour les capacités 2019-2020 ?

Direct Energie serait plutôt favorable à une concentration des enchères sur janvier et février avec 4 semaines d'enchères par mois.

Question 14 : Etes-vous favorable à la fixation du calendrier annuel des enchères à compter du 1er mars 2019 ?

Direct Energie propose un calendrier alternatif = 1 seule enchère par an pour N+2 à N+4 en février, et ce afin de permettre de

- concentrer la liquidité des enchères lointaines
- tout en permettant aux acteurs de pouvoir souscrire en même temps du N+1 et du N+2/3/4

De plus, une souscription à des moments différents de périodes différentes (N+1 d'un côté, N+2/3/4 de l'autre) génère des surcoûts de couverture liés à des ventes/rachat de vidange de stocke que l'on peut éviter en souscrivant au même moment sur des périodes adjacentes (cf. réponse à la question 9).

Question 15 : Etes-vous favorable à la limite de 10 TWh au total par jour d'enchères, hors stockage de gaz B ?

Direct Energie est favorable à cette disposition.

Question 16 : Quel calendrier annuel souhaitez-vous (incluant le nombre et les périodes des guichets par an, le nombre de semaines par guichet, le nombre de jours par semaine d'enchère) ? Etes-vous favorable à des guichets séparés entre la commercialisation des capacités pour N+1 et celles pour N+2 à N+4 ?

Voir réponse à question 14.

Question 17 : Quel délai de publication par les opérateurs du calendrier d'enchères précis (produits, quantités) vous semble préférable ?

La CRE propose les modalités suivantes : « *Concernant la publication, afin de donner le maximum de visibilité aux acteurs de marché, la CRE envisage de demander aux opérateurs de publier une fois par an, en octobre, les calendriers de chaque guichet avec les produits et quantités de chaque créneau d'enchère.*

Par exemple, si l'option A était retenue, les opérateurs publieraient en octobre 2019 les informations pour les guichets de novembre 2019, février 2019 juin 2020. »

Direct Energie souhaite effectivement que le calendrier de publication soit établi le plus tôt et de la manière la plus ferme et précise possible. La proposition de la CRE paraît donc acceptable.

Question 18 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation proposées pour les capacités de stockage de gaz B ?

Direct Energie est favorable à la mesure proposée s'agissant de la commercialisation des capacités de stockages en B, qui du fait de leur non attractivité pour des acteurs de marché autre que le prestataire de service, générerait un effet d'aubaine pour le prestataire de service qui était garanti d'avoir un prix d'enchères nul. Il convient néanmoins de préciser que le calcul du prix de réserve ne doit porter que sur le prix de marché et sur le coût d'utilisation des capacités de stockages (et pas de transport).